

Un certain regard sur les élections de 2013 au Chili Rénover le système politique et sortir du duopole : l'exemple du Parti Progressiste dans le contexte électoral actuel

Cécile Tron Muratori

Résumé

Le schéma politique chilien fait parti des plus stables : inchangé durant et après les années de dictature, il représente en cela un cas pour le moins inédit. Les élections de 2010 ont amené un changement brutal dans le paysage politique consensuel, avec l'arrivée au pouvoir de Sebastian Piñera.

Les élections de 2010 ont aussi été marquées par l'apparition d'une troisième force inattendue, en la personne de Marco Enriquez-Ominami. Arrivé 3^{ème} aux résultats de l'élection avec près de 20% des voix, il est aussi accusé d'avoir divisé les forces, et donc d'avoir participé à l'échec de la gauche.

Quatre ans plus tard, entre traversée du désert et reformulation du projet, Marco Enriquez-Ominami est le premier candidat officiel de cette nouvelle campagne électorale, sous l'égide du Parti Progressiste, récemment formé. Comment ce parti, son candidat et les membres militants prétendent rénover le système de parti chilien ? Comment passer d'une candidature « personnelle » à une candidature représentative d'un parti politique ? Comment exister et représenter dans le contexte politique actuel, ankylosé par le système binominal ?

Mots clés : système de partis, duopole, élections 2013

“Le service public est le patrimoine de ceux qui n’en ont pas”¹.

La notion de service public au Chili est au cœur de tous les discours, notamment depuis la levée en masse des étudiants au cours de l’année 2011. Education, mais aussi santé et retraites, la privatisation des trois piliers du système social est remise en cause, passant d’une acceptation silencieuse et résignée à une prise de conscience de « l’anormalité », ou du moins de l’étrangeté de ce fonctionnement, dans un pays dont le développement économique est souvent montré en exemple².

L’arrivée au pouvoir de Sebastian Piñera en 2010, homme d’affaire de droite, membre du parti Renovacion Nacional, qui a mis fin au règne de la Concertacion, a marqué une rupture politique et sociale, dont le mouvement étudiant de 2011 a été un des symboles. L’arrivée de la droite au pouvoir aurait permis l’ouverture d’une fenêtre d’opportunité pour les mouvements sociaux, mais aurait surtout donné une certaine légitimité à la contestation des institutions. Difficile en effet de protester contre la coalition de partis qui, dans le sens commun, a mis fin à la dictature...

Le mandat présidentiel chilien dure 4 ans, l’année 2013 est donc une année de campagne. Toutes les élections sont différentes, et contiennent leur part de surprise. Néanmoins, le processus actuel au Chili a connu et connaît encore de nombreux rebondissements qui en disent long sur l’état des institutions politiques du pays. L’enjeu pour les deux grandes coalitions de partis que sont la Concertacion (centre-gauche) et l’Alianza (droite) sont variés. Pour la première, l’objectif est, au-delà de seulement reprendre le pouvoir, réaffirmer sa légitimité et la cohérence de son projet. Pour la seconde, il s’agit de conserver sa place à la Moneda, durement acquise après deux décennies de monopole de la Concertacion. Mais cette fois-ci les deux coalitions sont en compétition avec de nouveaux et nombreux adversaires.

Vouloir parler et analyser l’actualité dans son déroulement est un exercice risqué, tant par l’approximation des faits que par le manque de recul nécessaire à toute analyse formelle. Nous souhaitons profiter de notre position d’observateur privilégié, en tant que membre d’un des commandos présidentiels, pour ébaucher une analyse du changement que connaît actuellement le système de partis chiliens. Nous proposons un certain regard sur ces élections, avec ses biais et ses imperfections, dont le but est de décrire une des réalités de cette période électorale : celle du parti Progressiste et de son candidat Marco Enriquez-Ominami.

En 2009, la Concertacion se déchire et s’enlise dans les pourparlers ayant pour but de définir le représentant de la coalition pour les élections à venir. Dans une ébauche d’élection primaire interne, Eduardo Frei est désigné candidat. En parallèle, de nombreuses voix s’élèvent et dénoncent le manque de transparence et de compétitivité réelle de ce processus. Parmi ces voix, celle de Marco Enriquez-Ominami. Alors membre du parti Socialiste, jeune député, il décide de présenter sa candidature en tant qu’indépendant, renonçant à sa famille politique. Contre toute attente, il marque 21% des votes, se positionnant comme troisième force. Accusé d’avoir participé à la chute de la Concertacion en divisant les votes de la gauche, vu comme un traître à la cause, il est désormais considéré comme le « fils illégitime » de Michelle Bachelet (Navia, 2009).

¹ TOURAINE, A (1988), *La parole et le sang*, Paris, éd Odile Jacob.

² Le Chili fait désormais partir de l’OCDE, depuis 2010

L'objectif de ce travail est de voir comment Marco Enriquez-Ominami a pu passer d'une candidature personnelle, objet d'une rupture presque d'orgueil avec son parti d'origine, à une candidature représentative d'un nouveau parti et d'une culture politique, celle du Parti Progressiste. Comment ce parti, son candidat et ses militants, prétendent-ils rénover le système de partis chiliens ? Comment exister et représenter dans le contexte politique actuel, ankylosé par l'héritage du système binominal, une des dernières « enclaves autoritaires » ?

Nous essayerons de répondre à ces questions à la lumière de l'actualité en prenant deux directions. Dans un premier temps, nous décrirons de façon plus précise la genèse de ce nouveau parti, et comment ce dernier marque-t-il sa différence dans un système monopolisé par le duopole. Dans un second temps, nous analyserons le déroulement actuel du processus électoral de cette année, rappelant les événements clés jusqu'à la date, et en insistant sur les éléments permettant de faire l'hypothèse de la rupture du schéma politique actuel.

1. Genèse du parti progressiste

Marco Enriquez-Ominami, fondateur du parti progressiste, vient de loin. Son héritage politique est métissé, depuis son père biologique, Miguel Enriquez, historien militant et fondateur du MIR³, jusqu'à son père adoptif Carlos Ominami, ex-sénateur et membre du parti socialiste, jusqu'en 2009.

Ce double héritage politique est marqué aussi par une double culture omniprésente. En effet, le tout jeune Marco, alors âgé de quelques mois, subit l'exil forcé en France avec sa mère, après que son père ait été tué par les forces du gouvernement militaire⁴.

Philosophe de formation, cinéaste de vocation, Marco Enriquez-Ominami s'éloigne de l'idéal-type de l'homme politique chilien.

Elu député en 2005, parmi les plus jeunes du Parlement, il est rapidement décrit comme un des « indociles ». Empêché de tourner en rond, il fait notamment parti des neuf députés qui s'opposèrent à l'acceptation de la Loi Générale d'Éducation, actuel point noir du bilan de la présidence de Michelle Bachelet⁵. Ce point est important, pour deux raisons. Premièrement, le vote et l'acceptation de la LGE se sont fait dans un contexte de négociation des partis et des étudiants du secondaire, après l'explosion du mouvement connu comme « révolution des pingouins »⁶. Cette négociation s'est achevée avec la négation la plus brutale des revendications des étudiants, dans une commission d'étude qui a finalement opté pour le consensus entre les partis, plus que pour le changement demandé par les étudiants. C'est une des plus grosses dettes du gouvernement de Bachelet, envers les mouvements sociaux et envers l'éducation. Deuxièmement, et de façon relativement surprenante, nous avons pu voir que les dirigeants étudiants de l'année 2011, dans un mouvement qui a souvent été vu, à tort ou à raison, comme une suite à la « révolution des pingouins », sont les mêmes qui s'allient désormais à Michelle Bachelet. Nous y reviendrons.

Un des principaux problèmes mis en avant dans l'analyse de la transition démocratique chilienne, c'est l'institutionnalisation qui a été faite des organes politiques de la dictature, à commencer par la Constitution, héritage maudit du système pinochetiste, monument à la gloire de son créateur, Jaime Guzman. Créée pour être inamovible, elle est sans doute le symbole le plus parlant d'un certain manque sinon d'éthique du moins de volontarisme, dans le processus de transition. Comment prétendre mettre en place un système démocratique réel, sous l'égide constitutionnelle de la dictature ?

Les différents gouvernements qui se sont succédés à la tête du pays ont institutionnalisé la politique du consensus et de la « mesure du possible », laissant *a posteriori* un goût d'inachevé à la transition. Le terme qui semble décrire au mieux ce fonctionnement est « immobilisme », dont le système électoral est la meilleure preuve.

Les scissions qui apparaissent à l'intérieur du parti socialiste et de la Concertación à la veille des élections de 2009 font l'effet d'une bombe à retardement dans ce contexte d'immobilisme politique, dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui.

³ Movimiento de Izquierda Revolucionaria

⁴ Ce détail historique est important pour comprendre la sociologie des militants et appuis actuels du parti, dont tout un groupe a non seulement connu l'exil, mais a aussi fait parti du MIR.

⁵ Voir graphique publié dans le quotidien El Mercurio, 20 juin 2008, vu <http://usach-unesco.blogspot.com>

⁶ En raison de l'uniforme des étudiants du secondaire

Ces grandes scissions, que Daniel Grimaldi décrit dans son article « élections présidentielles 2010 au Chili : enjeux de la fin des gouvernements de la Concertacion et installation d'une nouvelle coalition de droite au pouvoir », ont montré la faible coalition réelle des partis de la Concertacion, illustrant de la même façon les limites de la politique du consensus. Les candidatures indépendantes de Enriquez-Ominami et Jorge Arrate en 2009 ont mis en place les éléments du « scénario du pire pour le parti socialiste » (Grimaldi, 2011:105), dont le dénouement fut proche de la terreur. Le résultat de Marco Enriquez-Ominami va marquer l'histoire, obtenant avec 21% le pourcentage le plus élevé pour une candidature indépendante. Il faut dire que le récit est séduisant : il est le plus jeune candidat, n'a rien à perdre, et se présente comme celui qui rejette en bloc l'immobilisme politique des deux dernières décennies. Avec la troisième place, il gagne aussi la haine de tout un pan de la gauche chilienne, qui voit en lui le coupable de la chute de la coalition, par la division des votes engendrée.

Une fois retombée l'illusion et l'excitation de ce qui, toute chose égale par ailleurs, peut être considéré comme une victoire, commence alors le chemin de croix de Marco Enriquez-Ominami. En l'espace de quelques mois se construit le cadre de la prochaine candidature. Apparaît la fondation Progres, think tank du mouvement progressiste, et enfin le Parti Progressiste lui-même, en 2011.

Une étude récente publiée dans la revue « Qué pasa » (Rivas S, 2013:33), concernant le vieillissement des partis politiques chiliens, montre que :

- le Parti Progressiste est le parti le plus jeune, avec une moyenne d'âge de ses militants de 44 ans,
- plus de la moitié de ses militants sont en fait des militantes.

Dans un contexte dans lequel 6 militants sur 10 ont plus de 50 ans, soit 59,05% du total des inscrits dans les partis, ce chiffre n'est pas moindre. Il démontre le Parti Progressiste a su, malgré sa jeunesse, capter des nouveaux militants qui jusqu'à présent ne participaient pas à la vie partisane. Même si le parti existe donc officiellement depuis deux ans, c'est fin 2012 que l'identité progressiste se fige réellement, quand il devient clair que Marco Enriquez-Ominami sera candidat de nouveau. Le 4 octobre 2012, lors d'un événement massif, il est le premier candidat proclamé pour les élections à venir.

Nous définirons cette « identité progressiste » grâce à plusieurs exemples programmatiques.

Comme nous l'évoquions antérieurement, Marco Enriquez-Ominami faisait parti des 9 députés qui se sont opposés à l'acceptation de la Loi Générale d'Education, qui ne représente qu'un changement de surface par rapport à l'ancienne législation. Durant la campagne de 2009, et encore aujourd'hui, une des propositions phares du projet progressiste est l'avènement de l'éducation gratuite pour tous. Rappelons que l'éducation chilienne, à tous les niveaux, est dominé par le système privé, et est parmi les plus coûteuses qui existent actuellement. Ce thème fait parti des plus sensibles de cette campagne, qui génère le plus d'attente et d'expectative. Les discours soutenus par les différentes candidatures sont ambigus. Sans entrer dans les détails, disons seulement que le Parti Progressiste est un des seuls à défendre la légitimité de l'accès universel et de la gratuité pour tous.

A côté de cet exemple, nous en noterons trois autres plus anecdotiques, mais qui illustrent au mieux l'idée de « progressisme »⁷ :

- la dépénalisation de la consommation et de la production de marijuana, à usage personnelle. Avec cette proposition, le parti progressiste s'oppose à la loi 20.000 du

⁷ Ces exemples sont choisis de façon arbitraire, et n'engage que l'auteur, l'idée n'étant pas d'engendrer une polémique, mais de proposer des illustrations concrètes.

droit chilien, fortement décriée, qui condamne aux mêmes peines un consommateur occasionnel qu'un trafiquant international. Sans entrer dans la polémique du pour ou contre, disons seulement que ce parti-pris est novateur dans la société chilienne, et permet au parti progressiste de se positionner au niveau régional, en affichant des liens étroits avec la politique de son voisin uruguayen.

- La dépénalisation de l'avortement. Le Chili fait parti depuis 1974 des quelques Etats qui interdisent l'avortement, quelle que soit la condition⁸.
- Le droit de mariage et d'adoption des couples homosexuels. Dans un pays catholique et conservateur, cette proposition fait évidemment débat⁹.

La « prouesse » du Parti Progressiste dans le contexte actuel ne se doit pas seulement aux idées présentées, mais aussi à l'ambition électorale démontrée par l'organisation. Marronnier quand il s'agit de parler du système électoral chilien, il est néanmoins nécessaire de revenir sur le fonctionnement du système binominal pour comprendre les enjeux des élections.

Le principe est simple : dans chaque circonscription électorale doivent être élus deux représentants. Les partis et coalitions de partis présentent donc deux candidats. Seront élus les candidats qui représentent le plus de votes, indépendamment du total qu'obtiennent les partis ou coalitions, à moins que le total du premier soit le double du total du deuxième (fait relativement rare). Par conséquent, les « grands partis » qui amassent le plus de votes en général seront d'emblée donnés gagnants, et les élections se passent donc sans grande surprise avec la victoire quasi égale des représentants des partis majoritaires. Ce système engendre de nombreuses négociations au sein des coalitions de partis, dont le résultat se calcule par omission de candidatures d'un parti au profit d'un autre, selon le degré d'influence dans les circonscriptions concernées. Les conséquences principales de ce système : il laisse peu de places aux petites coalitions et/ou petits partis, et rend difficile la rénovation des sièges du parlement. On parle alors d'une « sorte de système proportionnel déformé » (Gumucio, 2013:147).

Dans ce contexte, l'inscription par le Parti Progressiste d'une liste de candidats aux élections législatives est un coup de force. Avec 74 candidats aux sièges de députés, 4 candidats sénateurs, et une centaine de candidats pour les conseils généraux, le Parti Progressiste montre qu'il peut et qu'il veut « jouer dans la cour des grands ».

⁸ Avec le Vatican, Malte, le Salvador, le Nicaragua, la République Dominicaine. http://esnoticia.co/noticia_a.php?Id_Entrada=3287

⁹ Notons que l'histoire familiale peu commune de Marco Enriquez-Ominami (enfant de deux pères, un biologique et un adoptif), permet d'illustrer l'argumentation progressiste selon laquelle un enfant a plus besoin d'amour inconditionnel que d'un père et d'une mère, selon la rhétorique du discours.

2. Le système de partis chiliens proche de l'implosion ?

Avant de décrire le contexte électoral actuel, nous proposons une brève parenthèse de description de l'actuel système de partis chilien d'avant les élections de 2013 et des partis le conformant¹⁰, que Giovanni Sartori définit comme « pluralisme polarisé » (Gumucio, 2013:241). Théoriquement voué à l'explosion engendrée par une dynamique centrifuge, c'est néanmoins l'inverse qui s'est produit, avec une stabilisation centripète des forces politiques.

Au niveau des partis, « le Chili est divisé en trois grands blocs idéologiques, de force relativement égale, sur un spectre politique gauche-droite » (Ostiguy, 2005 :112), que nous pouvons schématiser sur l'axe suivant:



Le Parti Communiste (PC) fut un des partis les plus malmené par les années de dictature, voire même avant, souffrant de plusieurs périodes d'interdiction d'existence¹¹. Pour autant, il a toujours gardé une certaine unité, à la fois dans son leadership et dans son militantisme. Camila Vallejo, ex présidente de la FECH¹² et ex-leader du mouvement étudiant de l'année 2011, est affiliée à ce parti. Ce qui a fait dire à certain, comme l'historien Gabriel Salazar, que pour mettre à bien les projets présentés par le mouvement étudiant qu'elle a représenté, le plus cohérent serait de renoncer à cette affiliation, « *les nouveaux mouvements sociaux tendent à ne pas faire de la politique à travers les partis politiques, sinon de façon directe en tant que mouvement social. Camila Vallejo se trouve à un carrefour : ou elle suit la carrière politique propre au passé avec les partis politiques assis au Parlement, ou elle suit la carrière politique du mouvement. C'est son dilemme* » (El Mostrador, 18 juin 2012). Depuis les épisodes de manifestations durant le mouvement étudiant, Camila a parcouru du chemin et a finalement préféré la loyauté à son parti. Le PC a annoncé son soutien à la candidature de Michelle Bachelet, s'est allié à la « Nueva Mayoría »¹³, et Camila fait parti des nouveaux candidats prometteurs aux élections législatives.

Le Parti Socialiste, historique parti de Salvador Allende¹⁴, a été continuellement en mouvement, tant pour son orientation sur l'axe politique que pour son militantisme, comme le précise Pierre Ostiguy « *le PS est en effet le parti de Salvador Allende [...], du président chilien Ricardo Lagos, qui gère l'économie la plus libérale de l'Amérique du Sud, de Carlos Altamirano, adepte de la révolution et du Che à la fin des années 60, puis de la démocratie libérale à la fin des années 80* » (Ostiguy, 2005 :131). Durant certaines périodes, comme avec Carlos Altamirano, le PS a même pu être décrit comme plus à gauche que le PC, la différence se trouvant essentiellement dans l'opposition entre la voie pacifique et l'orientation vers la lutte insurrectionnelle, ce qui amène à parler du PS au pluriel.

¹⁰ Nous ne considérons pas dans ce schéma le parti progressiste.

¹¹ Notamment à cause de la « loi de défense permanente de la démocratie », en 1947

¹² Fédération des étudiants de l'université du Chili, principale université et principal syndicat étudiant à l'heure actuelle.

¹³ Nouveau nom donné à la Concertación, marquant par là la rupture avec l'ancien temps, nous y reviendrons.

¹⁴ Cette année marque le 40^{ème} anniversaire du coup d'Etat et de la mort d'Allende, dans ce qui marque l'agenda de la campagne présidentielle.

Le Parti Pour la Démocratie est créé en 1987 comme outil pour participer à la campagne du « non » pour le plébiscite de 1988, dans la mesure où les autres forces de gauche, comme le PC et une partie du PS, sont encore illégaux. Le PPD va survivre à cette stratégie.

Le Parti Démocrate Chrétien est le parti le plus important de ce système, acteur central à tout point de vue. Une des forces politiques responsable de la transition démocratique, le parti doit aussi certaines victoires électorales à l'appui des partis de droite contre le PS notamment¹⁵. Proche de l'humanisme chrétien et des idées économiques de la CEPAL, le parti garde toutefois un ancrage dans la droite conservatrice, affirmant par là sa position centrale sur l'axe gauche-droite. Un des slogans de son candidat Claudio Orrego pour les primaires de la Concertación était d'ailleurs « le plus centré de tous »¹⁶.

La Rénovation Nationale (RN) représente une des forces de droite les plus anciennes du Chili, à travers les grandes familles et grands propriétaires, comme c'est le cas de l'actuel président Sebastian Piñera. Impliqué durant la période de dictature, le parti évolue donc entre un discours de consolidation démocratique doublée de la continuation du modèle socioéconomique hérité (Ostiguy, 2005 :121), et donc du modèle libéral. Ce parti trouve son appui principal dans les milieux d'affaires et les élites économiques qui dirigent le pays.

Enfin, l'Union des Démocrates Indépendants (UDI), parti le plus à droite de l'axe, représente la proposition « antipolitique » et pragmatique du système de partis. Jaime Guzman, rédacteur de la constitution de 1980 et membre de l'Opus Dei, est un des membres fondateurs de ce parti « contre les partis ». Force ultraconservatrice, chrétienne et influencée par l'école de Chicago, l'UDI reste le parti peut-être le plus « aristocratique » du Chili dans sa base sociale (malgré « l'effort envers les catégories les plus pauvres »), dans la mesure où il rassemble dans son sillage les électeurs aux revenus les plus élevés.

Ce schéma politique a été presque inchangé, même après les années de dictature, ce qui en fait un cas pour le moins inédit, « le système politique chilien a été classifié par les politistes comme bénéficiant d'une stabilité et institutionnalité maximales, et de la plus basse volatilité électorale » (Gumucio, 2013 :252). Pourtant, à 3 mois des élections, nous voyons que cet ordre de fait est remis en cause.

Le commencement de cette campagne électorale 2013 au Chili a été marqué par le désordre et l'incohérence au sein des deux grandes coalitions qui se disputent le pouvoir depuis la transition démocratique. Si Marco Enriquez-Ominami décide de commencer sa campagne le plus tôt possible, afin de s'installer durablement dans le paysage politique de ces élections, la définition des candidats des deux coalitions s'est faite à travers un processus de primaires relativement nouveau.

Dans le cas de la Concertación, échaudés par le souvenir des divisions de 2009 et du cuisant échec, les partis décident d'organiser des « vraies » primaires pour définir leur candidat.

Deux limites sont à noter :

- la proposition a été faite au Parti Progressiste de s'unir à ces primaires, répondant par là à la critique faite en 2009, une des raisons pour laquelle Marco a renoncé à sa

¹⁵ C'est ainsi qu'Eduardo Frei devient président en 1964, contre Salvador Allende.

¹⁶ « El más centrado de todos ».

militance du PS. Cependant, ces primaires ne prenaient en compte ni un programme commun, ni la définition des candidats pour les élections législatives.

- ces primaires s'organisent dans un premier temps avec une grande inconnue : la participation ou non de Michelle Bachelet. Toujours à New-York, en charge du programme « Mujeres » de l'ONU, le PS se garde de filtrer l'information, et le doute reste permis jusqu'à son retour et son positionnement officiel, en date du 27 mars.

La Concertacion présente au final 4 candidats aux primaires :

- Andrés Velasco, ex ministre de l'économie du gouvernement de Bachelet, en tant qu'indépendant,
- Claudio Orrego, démocrate-chrétien, à la tête du parti le plus vieux et le plus influent en nombre de la Concertacion,
- José Antonio Gomez, du Parti Radical, plus petite faction à l'intérieur de la Concertacion, ex candidat aux primaires de 2009,
- Michelle Bachelet, alors soutenue par le PS, le PPD, le MAS, le PC et IC.

Michelle Bachelet est la présidente sortante ayant obtenu le pourcentage le plus élevé d'approbation à la fin de son mandat (84%). Malgré de nombreuses points noirs dans l'historique de sa gestion (la trahison faite au mouvement des lycéens, l'échec de la réforme du transport public avec le projet Transantiago, et surtout les erreurs de gestion de la catastrophe du tremblement de terre et du tsunami de 2010), Bachelet reste un des personnages publics les plus appréciés du Chili, ayant marqué une rupture, de genre et de style. Elle rompt avec le « cycle des notables » (Grimadi, 2011:93), dans le sens où elle n'a pas « *la maîtrise du jeu politique* » et n'appuie pas sa notoriété sur « *un travail de légitimation partisane basé sur le prestige politique* ». Elle fut une ministre parmi les autres, certes célèbre pour son passage en tant que ministre de la défense, poste qu'elle occupe en 2002, avec succès. Elle renvoie donc l'image d'une femme forte, capable de gérer des hommes, des militaires, et donc par conséquent un pays. Dans ce schéma où tout semble déjà joué d'avance, l'attente se génère quant au taux de participation. Pour que le processus gagne en légitimité, la participation se doit d'être élevée. Le récent changement dans la législation concernant le vote tient tous les médias en alerte : maintenant que le vote n'est plus obligatoire (comme c'était le cas auparavant), qu'en sera-t-il de la participation ? L'idée étant que le caractère non-obligatoire génère un effet rebond et une massification de la participation, celle-ci étant alors vue non pas comme une contrainte mais comme un droit qui s'exerce si le citoyen le considère souhaitable et légitime.

Du côté de l'Alliance, coalition de droite qui regroupe seulement deux partis, RN et UDI, l'organisation de primaires pour désigner son candidat est une première dans son histoire.

Dans un premier temps, le candidat désigné par la UDI est Laurence Golborne (malgré sa non-affiliation au parti). Ex-ministre des « œuvres publiques », équivalent du ministère de l'aménagement du territoire, il est connu et apprécié pour avoir « sauvé » les 33 mineurs emprisonnés sous terre durant 70 jours en 2010, suite à un éboulement. Le suspense du sauvetage de ces ouvriers a maintenu en haleine le pays tout entier, et le happy-end a fini par faire de cette histoire une légende, et de ce ministre la meilleure carte pour la UDI.

Du côté de RN, le candidat choisi est Andrés Allamand, ex-ministre de la défense, fondateur du parti.

Laurence Golborne est donné gagnant, sa popularité étant bien plus élevée que celle de son concurrent. Néanmoins, durant le mois d'avril, une décision de la cour Suprême chilienne condamne l'entreprise Cencosud, leader de la grande distribution, pour avoir effectué des hausses des commissions prélevées sur les cartes de crédits de la chaîne, unilatéralement.

Laurence Golborne était alors directeur général de Cencosud quand cette décision corporative, qui a affecté près de 400.000 consommateurs, a été prise. Entaché par ce jugement, il se voit dans l'obligation de renoncer à sa pré-candidature. La UDI décide alors de proclamer Pablo Longueira. Connu pour avoir impulsé sa carrière politique durant la dictature, il fait parti des ultras de la UDI et montre une radicalisation dans le positionnement du parti pour ces élections primaires.

Les primaires ont lieu le dimanche 30 juin. En plus du débat et des pronostics quant à la participation ou non des électeurs, un autre scandale vient compliquer un processus qui n'a rien d'évident.

Sont admis à voter à ces primaires :

- les militants de chaque coalition, pour le candidat de sa coalition,
- toutes les personnes non-affiliées à un parti, pour un seul candidat, de l'une ou l'autre coalition.

A travers le système de vérification mis en place par le service électoral, des milliers d'électeurs se rendent compte, par hasard, qu'ils sont affiliés contre leur gré à un parti politique. Ce petit scandale, défini par certaines chaînes de télévision comme « la plus grande fraude électorale du siècle »¹⁷, touche plusieurs partis, dont le Parti Progressiste. La très forte réaction de la part des électeurs, associée à la surprenante participation aux primaires (près de 3 millions de votants), tordent le coup à la théorie selon laquelle les chiliens sont totalement désenchantés de la politique. Des institutions, sans doute, mais de la participation, pas encore.

Sans grande surprise, Michelle Bachelet termine en tête pour sa coalition, avec un score défiant toute concurrence dont la moyenne est de 73% des suffrages.

La suit de loin Andrés Velasco en deuxième place, puis le candidat de la Démocratie Chrétienne. C'est sans doute la plus grosse surprise/déception de ces élections primaires : la DC, longtemps majoritaire dans la coalition, marque avec ce résultat une perte d'influence non négligeable.

Du côté de l'Alliance, le résultat est plus serré entre les deux candidats. Pablo Longueira est déclaré gagnant, malgré sa courte campagne et le peu d'écart qui le sépare de son concurrent.

Le soir du 30 juin 2013 marque donc une nouvelle étape dans cette campagne, avec la définition des candidats des deux pôles classiques du système de partis chiliens.

C'est sans compter le retournement de situation qui a lieu le 17 juillet 2013, quand Pablo Longueira annonce, à travers un communiqué présenté par un de ses fils, son renoncement à la campagne présidentielle, pour raison de santé (il serait victime d'une forte dépression nerveuse). Il n'apparaîtra plus dans les médias après cet épisode.

Au-delà de la surprise et de l'inattendu second retournement de situation au sein de la droite, les négociations entamées les jours suivants pour désigner le nouveau candidat montrent une fois encore la profonde division qui règne entre les deux partis. Andrés Allamand, candidat déchu par le résultat des primaires, annonce qu'il pourrait être candidat si et seulement si sa candidature génère un consensus dans la coalition. Chose qui de toute évidence n'existe plus, quand la UDI proclame unilatéralement sa candidate, Evelyn Matthei, le samedi suivant, le 20 juillet. Face à cette prise position, RN a deux options : se rallier à la décision de la UDI, ce qui après la défaite aux primaires marquerait la faiblesse de son influence à l'intérieur de la coalition ; ou présenter un autre candidat et générer une division interne des votes qui pourrait être fatale à l'Alliance, face à un adversaire comme Michelle Bachelet. C'est finalement la première option qui sera privilégiée.

¹⁷ <http://www.chilevision.cl/home/content/view/469307/140/>

Evelyn Matthei candidate apporte plusieurs choses à la campagne de la droite. Premièrement, c'est une femme. Deuxièmement, elle fut députée, sénatrice et ministre du travail, avec un bilan parmi les mieux noté du gouvernement de Piñera. Elle est en plus connue pour son franc-parler et son usage immodéré d'expressions populaires. Elle allie donc le professionnalisme d'une femme politique passée par tous les jalons durant sa carrière, au côté humain et « proche du peuple ». Elle donne aussi une image plus volontariste et dynamique, qui la différencie de Michelle Bachelet.

En résumé, nous sommes donc face à un schéma d'emblée peu classique, avec deux femmes à la tête de chaque coalitions historiques.

A côté d'elles, et c'est une des grandes nouveautés de cette élection, on trouve pas moins de 7 autres candidats à la présidentielle, qui ont tous réussi à réunir les signatures nécessaires à l'officialisation de leur candidature. Qui sont-ils ?

Marco Enríquez-Ominami, le candidat qui nous intéresse dans cette étude de cas, est le premier à annoncer sa candidature au mois d'octobre, comme nous l'avons déjà annoncé. La différence, c'est qu'il le fait appuyé par un nouveau parti politique dont il est membre.

A ses côtés on trouve, par ordre d'influence selon les sondages¹⁸ :

- Franco Parisi. Candidat indépendant, d'influence de droite libérale, économiste. Son discours se base autour du concept « je ne suis pas un politique, je suis un professeur qui veut être président ». Il séduit par son ambiguïté un certain électorat (de droite comme de gauche) pour lequel les partis politiques représentent tous les vices, et pour lequel un candidat indépendant n'aurait pas de comptes à rendre, ce qui assurerait son honnêteté. Parisi est aussi connu pour avoir participé à l'achat et à la vente d'établissements scolaires à travers un business lucratif légal mais profondément dénoncé. Avec une rhétorique de victimisation et d'infantilisation du discours, il cherche à s'assurer la troisième place de ce scrutin, et fait parti des figures montantes de ce scrutin.
- Marcel Claude, proclamé par le parti Humaniste. Economiste, il fait parti des candidats les plus radicaux. Son cœur de cible : les étudiants. Son slogan : « tous à la moneda¹⁹ ! ». Sa rhétorique de campagne est épique, parle d'un chemin qui doit être parcouru par le peuple tout entier, et ouvre les bras à la participation de tous. Il est candidat mais n'a pas d'antécédents politiques (il n'a jamais eu de charge au sein d'un gouvernement). De plus, il a travaillé principalement pour des ONGs (ce qui le rend sympathique, donnant l'image d'un candidat préoccupé par des thèmes comme l'environnement), et qui n'hésite pas à se montrer dans les universités ou les manifestations. Son discours est néanmoins agressif, laissant peu de place à la négociation ou au réalisme politique.
- Alfredo Sfeir, candidat du parti écologiste, économiste et leader spirituel. C'est une des figures les plus atypiques.
- Roxana Miranda, candidate pour le parti « igualdad », c'est la candidate du « bas peuple », qui se veut représentante des travailleurs.
- Tomas Jocelyn-Holt, ex de la DC, ex député. Il fait actuellement parti des candidats indépendants officiels, ayant réussi à réunir les signatures nécessaires à son inscription.

¹⁸ Erdre absolument contestable, et qui n'engage que l'auteur

¹⁹ Equivalent de l'Elysée

- Ricardo Israel, candidat pour le Partido regionalista de los independientes.

Cette explosion du nombre de candidat à une élection présidentielle est une première dans l'histoire du Chili, dominée par l'influence des deux grandes coalitions. Que dire, *a priori*, de cette situation ?

Tout d'abord, nous pouvons faire l'hypothèse que le résultat incroyable et inattendu obtenu par Marco Enriquez-Ominami en 2009, alors candidat indépendant, a été une des sources d'inspiration pour ces candidatures. Ce résultat en 2009 peut aussi être interprété comme un premier signal de craquellement de la structure bien rodée du système de partis chilien que nous décrivions précédemment. A trois mois presque jours pour jours des élections présidentielles du 17 novembre, avoir 9 candidats dans l'arène montre surtout que le duopole est à bout de souffle, et que l'apparente stabilité institutionnelle du système de partis ne suffit plus à garantir la « correcte expression de la volonté populaire » (Gumucio 2013:218).

3. Entre (dé-)concertacion et (més-)Alliance, quelle place pour le Parti Progressiste?

Pour conclure cet essai, nous en poserons les limites. Comme nous l'évoquions précédemment, l'objectif de l'écriture de ce travail est d'offrir un certain regard sur les élections en cours au Chili, depuis l'intérieur et à travers l'effervescence de la campagne. Bien qu'il soit impossible et inutile d'essayer de prédire le résultat d'une élection, il semble néanmoins que le processus qu'est en train de vivre le pays est inédit. L'existence du Parti Progressiste, choisi comme objet d'étude, marque théoriquement une évolution dans le système de partis politiques chilien. Cependant, et indépendamment du résultat qu'il obtiendra aux élections présidentielles et législatives, son futur dépendra de deux choses : la dé-personnification de son leadership; et la massification de sa base. Le Parti Progressiste peut-il exister sans la figure charismatique de son leader Marco Enriquez-Ominami ? Ou plutôt, le projet progressiste est-il en capacité de générer un consensus lui permettant de massifier son appui populaire, politique et intellectuel, jusqu'à voir apparaître de nouveaux leaders aptes à pérenniser son identité ? A travers ces prémices, nous souhaitons poser les jalons d'un futur travail d'investigation sur la reformulation de la participation politique dans le Chili néolibéral.

Les élections de 2013 sont en train de mettre la Concertacion et l'Alliance face à leurs propres dilemmes et contradictions. La Concertacion a changé de forme, se nomme désormais « nueva mayoría », mais sans changer de fond. L'Alliance a montré sa faiblesse et ses divisions, et continue de se déchirer autour de la question de l'héritage du coup d'Etat. A trois mois du premier tour des élections, résister c'est désormais s'opposer, mettre en doute, les pronostics qui donnent Michelle Bachelet comme grande gagnante incontestable. C'est montrer qu'autour des deux coalitions, du duopole, il y a tout un monde qui s'agite et proteste. C'est commencer, progressivement, à se faire une place dans un système de partis à reformuler. Dans le cas du Parti Progressiste, c'est imposer l'idée que le clivage se trouve désormais entre la rupture et la continuité, et que le néolibéralisme exacerbé qui régit la société chilienne n'est pas une fatalité, mais le résultat d'une volonté politique exprimée par un consensus historique entre les deux coalitions de partis. Le Parti Progressiste lutte désormais pour s'imposer en tant que troisième force incontestable, et pourquoi pas s'assurer une place au second tour. Face à Michelle Bachelet, le défi n'est pas moindre. Les urnes parleront, et l'analyse continuera.

Bibliographie

AUSTIN HENRY R (2003), *Intelectuales y educación superior en Chile, de la independencia a la democracia transicional, 1810-2001*, Chili, CESOC

BORGEAUD-GARCIANDIA N, LAUTIER B, PEÑAFIEL R, TIZZIANI A, (2009) *Penser le politique en Amérique Latine: la recreation des espaces et formes du politique*, Paris, Karthala

FRENO A (2005), « Pauvreté au Chili », *Empan*, 2005/4, N° 60

GARRETON M (1983), « Modelo y proyecto político del régimen militar chileno », en *Chile 1973-198?*, *Revista mexicana de sociología*, FLACSO

GARRETON M (1991), « Movilización y movimiento social en la democratización política chilena », chapitre 6 en *La sociedad española en la transición*, Biblioteca nueva, 2011

GARRETON M (1991), *La crisis de la democracia chilena, distinciones y consideraciones*, FLACSO, estudios políticos, N°12, Santiago

GAUDICHAUD F (2011), « Chile, sociedad anónima » en ligne, <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=17269> (page consultée le 10 mars 2013)

GAUDICHAUD F (2011), « Chili, quand le néolibéralisme triomphant se fissure », en ligne, <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=28257> (page consultée le 10 mars 2013)

GRIMALDI D (2011), « élections présidentielles 2012 au Chili: enjeux de la fin des gouvernements de la Concertacion et installation d'une nouvelle coalition de droite au pouvoir », *Problèmes d'Amérique Latine*, 2011/1, N° 79

GUMUCIO R, ENRIQUEZ-OMINAMI M (2013), « El problema no es la economia, es el poder », Santiago, Claudio Betsalel

NAVIA P (2004), « la participación electoral en Chile, 1988-2001 », *revista de ciencia política Santiago*, vol 24 N°1, Santiago, 2004, disponible en ligne http://www.scielo.cl/scielo.php?pid=S0718-090X2004000100004&script=sci_arttext

NAVIA P (2009), *El Discolo*, Santiago, Random House Mondadori

OSTIGUY P (2005) « la transformation du système de partis chilien et la stabilité politique dans la post-transition », *Politiques et sociétés*, vol 24, N°2-3

RIVAS S (2013), « La vieja politica », en *Que pasa*, 09/08/2013, p 33

SALAZAR G (2011), En el nombre del poder popular constituyente, Chile siglo XXI, Santiago, LOM

TOURAINÉ A (1988), La parole et le sang, Paris, Ed Odile Jacob

TOURAINÉ A (1978), La voix et le regard, Paris, éditions du seuil

El Mostrador : Article du 18 juin 2012,
<http://www.elmostrador.cl/noticias/pais/2012/06/18/gabriel-salazar-insiste-camila-vallejo-no-es-lider-politica-y-lo-puede-ser/>

Reportage de Chilevision, 1 août 2013,
<http://www.chilevision.cl/home/content/view/469307/140/>

Infographie représentant la votation des députés pour la Loi Générale d'Éducation, publiée dans El Mercurio, 20 juin 2008, en ligne : <http://usach-unesco.blogspot.com> (page consultée le 29 août 2013) :

